



EAU DÉCHETS ASSAINISSEMENT  
Syndicat Mixte du GERS

CS 40509  
32021 AUCH CEDEX 9

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 22/07/2024

Reçu en préfecture le 22/07/2024

Publié le

ID : 032-253201842-20240722-SPLTRIO23-DE



**DELIBERATION n° CS 02 07 24**  
**Séance du Jeudi 18 Juillet 2024**

**SPL TRI-0 – RAPPORT DE GESTION 2023**

**Nombre de membres**

En exercice : 19  
Présents : 12  
Procuration : 1  
Absent : 7

**Date de la convocation**

Le 8 Juillet 2024

**Date d'affichage**

Le jeudi 18 Juillet 2024 à 10 heures 30, les membres du Comité Syndical de TRIGONE, Syndicat Mixte de Production d'Eau Potable et de traitement des Déchets du Gers, régulièrement convoqué, se sont réunis au siège social, sous la présidence de Monsieur Francis DUPOUEY :

Présents : M. Francis DUPOUEY, M. Jacques FAUBEC, M. Jean-Pierre SALERS, M. Jean-Paul FORMENT, M. Jacques MORLAN, M. Jean FALCO (Collège Eau), M. Jean FALCO (Collège Déchets), M. Thierry REVEIL, M. Patrick DUBOSC, M. Claude NEF, Patrice SUAREZ

Présent par visioconférence : sans objet

Représentation : Monsieur Georges CAUSERO, suppléant de Monsieur Didier DUPRONT

Absent excusé : M. Gérard LILLE ayant donné pouvoir à Monsieur le Président, M. Anthony CHAULET, Mme Muriel LARRIEU, M. Roger COMBRES, Mme Céline SALLES, Mme Chantal DEJEAN-DUPEBE, M. Benoit DESENLIS

Dans le cadre de l'article L.1524-5 du code général des collectivités territoriales, le Comité Syndical doit se prononcer sur le rapport de gestion qui lui est soumis au moins une fois par an par ses représentants au conseil d'administration de la SPL Tri-0. Ce rapport contenant les comptes de l'exercice 2023 et une présentation de l'activité de la société, a été présenté en séance.

Entendu le rapport de Monsieur le Président,  
Le Comité Syndical, à l'unanimité des membres présents et représentés

DELIBERE ET DECIDE

- D'approuver le rapport de gestion 2023 de la SPL TRI-0

Le Président  
Francis DUPOUEY

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.